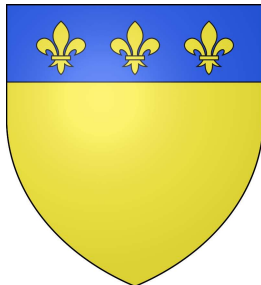


Département de la Drôme

**Communauté d'Agglomération
MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION**



**Commune de
ANCÔNE**



Plan Local d'Urbanisme

Modification simplifiée n°1

EXAMEN AU CAS PAR CAS
réalisé par la personne publique responsable
(R.104-33 et R.104-37 du CU)

3. AUTO-ÉVALUATION

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	3
A – Effets notables sur l’environnement.....	3
B – Contexte d’ANCONE.....	4
C – Objet de la procédure.....	5
II. INCIDENCES SUR LES ESPACES NATURELS.....	6
A – Sites Natura 2000.....	6
B – Milieux Naturels et Biodiversité.....	7
C – Consommation d’espaces naturels, agricoles ou forestiers.....	11
III. INCIDENCES SUR L’EAU.....	12
A – Zones humides.....	12
B – L’eau potable.....	13
C – Gestion des eaux pluviales.....	14
D – Assainissement.....	15
IV. INCIDENCES AUTRES.....	16
A – Le paysage et le patrimoine bâti.....	18
B – Risques naturels.....	18
C – Risques technologiques.....	22
C – Incidences sur l’air, l’énergie, le climat.....	23
E – Exposition au bruit.....	24
CONCLUSION.....	25

I. INTRODUCTION

A. Effets notables sur l'environnement

Les articles R.104-33 et R.104-37 du Code de l'Urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ainsi que la présente auto-évaluation ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

La directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide de critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivi par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement.

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est à dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné – et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue d'une auto-évaluation, qui conclut à l'absence d'incidences sur l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences du projet et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

Pour chaque thématique considérée, il convient de prendre en compte les incidences induites par la procédure en cours et d'apprécier, le cas échéant, les incidences cumulées.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme vise à faciliter l'intégration des enjeux environnementaux. L'article L.104-1 du Code de l'Urbanisme rappelle que les PLU font l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions prévues par la directive 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les articles L.122-4 et L.122-11 du Code de l'Urbanisme rappellent les conditions d'évaluation de certains plans et programmes ayant une incidence notable sur l'environnement du PLU de ANCÔNE approuvé le 19 mars 2007, n'a pas été soumis à évaluation environnementale. Toutefois, le Rapport de Présentation intègre, dans son chapitre I.7-Environnement, page 21, trois sous-titres portant sur le paysage, les milieux naturels et les risques majeurs.

La présente procédure de Modification Simplifiée étant une procédure mineure, concernant une zone urbanisée en sous-secteur Ubr et repris au plan de zonage, une auto-évaluation a été réalisé dans le cadre d'une sollicitation de l'AE pour un examen au cas par cas.

B. Contexte d'ANCÔNE

Ce présent document d'auto-évaluation porte sur la modification simplifiée n°1 du PLU d'ANCÔNE. Il s'appuie sur les principaux documents supra-communaux concernant la commune, les servitudes d'utilité publique ayant trait à l'environnement et le Plan d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

- **Documents supra-communaux :**

- Le Schéma Régional de Cohérence Écologique Rhône Alpes (SRCE) a été adopté en 2014. Ce document de planification régional est principalement dédié à la préservation de la trame verte et bleue. Le SRCE a pour objectif d'identifier les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques qui les relient. Il s'impose aux documents d'urbanisme et notamment au PLU.

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) accessible sur <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpementdurable.gouv.fr> du Bassin Rhône-Méditerranée, qui fixe la stratégie pour atteindre le bon état des milieux aquatiques en 2017, est entré en vigueur le 4 avril 2022. De façon générale, le SDAGE Rhône-Méditerranée préconise que les documents d'urbanisme définissent des affectations respectant l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques et limitant l'imperméabilisation des sols. Le SDAGE demande de s'appuyer sur des connaissances telles que l'inventaire des zones humides, l'étude sur le fonctionnement des nappes identifiées comme ressources stratégiques, la délimitation des captages prioritaires, le risque d'inondation. A l'échelle du bassin plusieurs tronçons de la moyenne vallée du Rhône sont identifiés parmi les milieux aquatiques remarquables au fonctionnement altéré. Il souligne également l'importance de la préservation des liaisons physiques pour garantir le bon fonctionnement des milieux, la libre circulation des poissons entre le fleuve et certains de ses affluents (Drôme, Roubion, Lez, Eygues...). Il fixe comme objectif, à travers le plan migrateur, la restitution d'une voie générale de circulation de la faune aquatique. Il propose également des objectifs ambitieux de réduction des pollutions. Outre la faune piscicole, le Rhône et ses annexes conservent un cortège d'espèces remarquables en ce qui concerne les insectes, les mammifères (castor d'Europe) ou l'avifaune. Le SDAGE 2022-2027 a pour objectif d'augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations, en développant des solutions alternatives aux ouvrages de protection pour lutter contre les inondations.

- Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) « Ambition territoire 2023 » de la région Auvergne Rhône-Alpes accessible sur le site <http://www.auvergnerhonealpes.fr> a été adopté à l'Assemblée plénière du Conseil Régional le 19 décembre 2019 et approuvé par le préfet de région par Arrêté n°20-083 en date du 10 avril 2020. Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long terme sur le territoire de la région, notamment en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace et d'artificialisation des sols. Une modification est en cours pour intégrer les dernières dispositions législatives la procédure de modification simplifiée n°1 du schéma régional a été engagée en juin 2022.

- **Les Servitudes d'utilité publique concernant la commune, ayant trait à l'environnement sont :**

- PM1 : Le Plan de Prévention des risques Naturels – Inondation (PPRI) approuvé le 17 juillet 2017 comprend les pièces suivantes : une note de présentation, un plan de zonage réglementaire, un règlement. Sont également annexées, à titre d'information, les pièces graphiques complémentaires (carte des aléas et carte des enjeux). Il fait suite à la décision n°08214PP0208 du 9/12/2014 de l'Autorité Environnementale ne soumettant pas la révision du Plan d'Exposition aux Risques Naturels prévisibles d'Inondation (PERI) de la commune d'ANCÔNE à évaluation environnementale. Le PPRI est annexé au PLU d'ANCÔNE.

- AS1 : La Protection Sanitaire du captage de la Dame exploitée par la ville de MONTÉLIMAR et situé sur son territoire, approuvée par Arrêté Préfectoral le 10/11/1995. Elle a pour objectif de protéger les captages d'alimentation en eau potable destinée à la consommation humaine et deux des sources d'eau minérales naturelles visent à assurer la protection de la qualité de l'eau et de la santé humaine ;

- EL3 : Servitude de Halage et de Marchepied le long du Rhône (PEB) approuvée par Décret le 27/07/1957, qui concerne les bords du Rhône ;

- T5 : Le Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de MONTÉLIMAR – ANCÔNE, approuvé le 19 juin 2014 et annexé au document d'urbanisme ;

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de la commune de ANCÔNE approuvé en 2019, mentionne les orientations générales suivantes :

- Concernant les Orientations générales de la commune en matière d'aménagement, il s'agit d'assurer le développement durable de la commune par une extension mesurée de l'habitat, un plan de circulation pour un espace protégé, un développement économique raisonné et partagé, une préservation de la zone agricole, « coupure verte » avec Montélimar, un renforcement de la cohésion sociale, une valorisation des atouts patrimoniaux bâtis et naturels, un développement communal en cohérence avec l'intercommunalité.

C. Objet de la Procédure

La procédure de modification simplifiée n°1 de ANCÔNE concerne la zone Ub, et particulièrement le secteur Ubr, qui correspond à l'extension sud du centre ancien. La zone Ub se situe entre les zones Ua, Usp et A du PLU. De moyenne densité, elle est constituée de constructions isolées ou groupées. Multifonctionnelle, elle regroupe habitat, commerces, artisanat, bureaux et services ainsi que des équipements collectifs.

La présente procédure consiste à faire évoluer le Règlement écrit de la zone Ub :

- Préambule ;
- ARTICLE Ub 2 relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières, sous-secteur Ubr, points 1 et 2 ;
- ARTICLE Ub 4 relatif à la « desserte des eaux pluviales » ;
- ARTICLE Ub 9 relatif à l'« emprise au sol » en sous-secteur Ubr.

Elle consiste aussi à ajouter une Orientation d'aménagement au niveau d'une dent creuse située en secteur Ubr, conformément à l'article L 123.1 du Code de l'Urbanisme.

Il s'agit enfin, dans le cadre de cette procédure, de mettre à jour le plan de zonage et le plan des Annexes relatif au Droit de Préemption Urbain (DPU) du PLU.

II. INCIDENCES SUR LES ESPACES NATURELS

A. Sites Natura 2000

Comme indiqué à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (<http://inpn.mnhn.fr>), le territoire d'ANCÔNE n'est pas directement concerné par une zone Natura 2000. Cependant, plusieurs sites inscrits au titre de la Directive Habitats (ZSC, SIC, PSIC) entourent la commune.

Le long du Rhône, au Nord comme au Sud, se trouvent les « Milieux alluviaux du Rhône aval » (FR8201677). Cette zone a été créée par arrêté, le 17 octobre 2008 portant décision du site Natura 2000. Situé en Auvergne Rhône-Alpes, 44 % du site se trouve sur le département de l'Ardèche et 56 % dans la Drôme. Il s'étend sur 2111 ha et correspond à un chapelet de sites le long de la vallée du Rhône entre Saint-Vallier et Donzère.

La zone regroupe de nombreux milieux aquatiques ou humides : le fleuve lui-même, les berges du fleuves couvertes de graviers ou de hautes herbes, les vasières et roselières qui abritent des espèces animales citées en annexe II de la directive (castor, poissons, odonates...).

Le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » présente les derniers massifs de forêt alluviale de la vallée du Rhône. Cette forêt alluviale se définit par sa relation avec le fleuve : sol constitué de limons, sables ou graviers qui influence des inondations et l'alimentation en eau par la nappe phréatique... Les arbres les plus abondants ou les plus typiques sont les peupliers, saules et frênes. Véritables réservoirs de biodiversité, ces formations boisées à l'interface entre terre et eau assurent une multitude de fonctions écologiques utiles à l'équilibre des milieux et à l'homme. Il s'agit aussi d'un habitat naturel rare en Europe qui subit une réduction importante de ses surfaces.

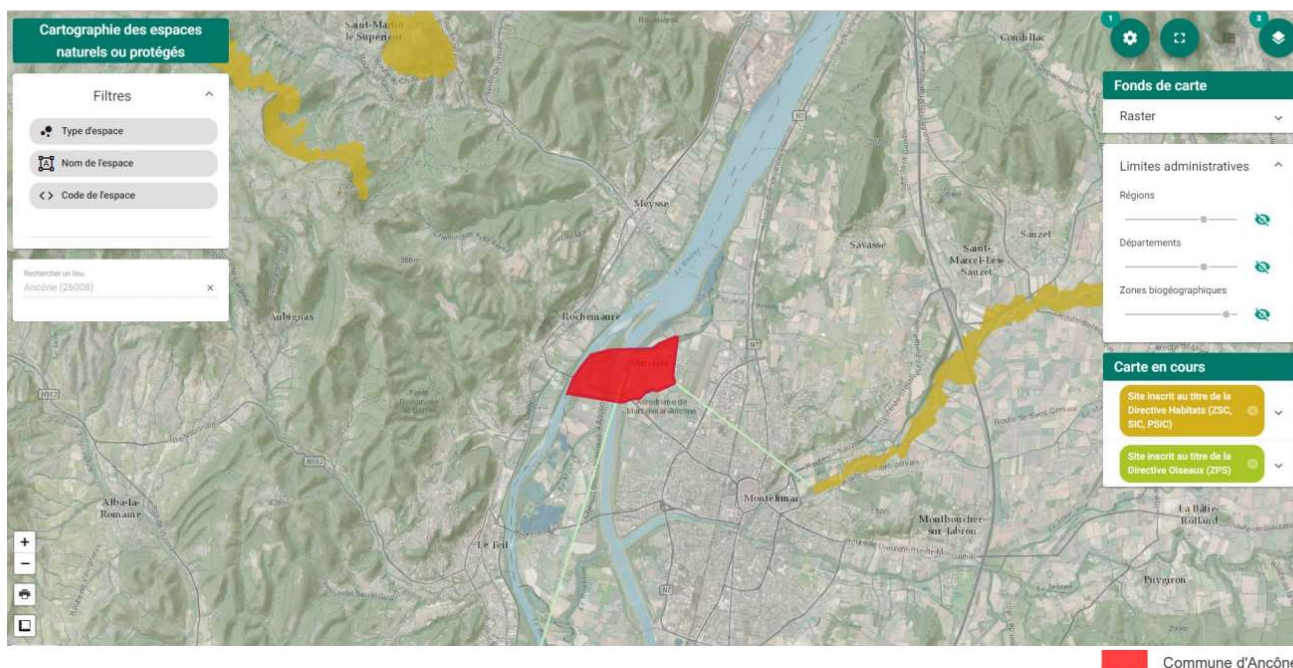
Le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » compte également les dernières prairies en zone alluviales de la vallée du Rhône, qui témoignent d'une activité intense des cours d'eau avant les aménagements (zones pionnières après érosion), et des pratiques agro-pastorales en vigueur jusque dans les années 1960. A l'heure actuelle, la réduction de la dynamique des cours d'eau, conjuguée à l'arrêt de l'entretien traditionnel (pâturage, fauche), conduisent à la disparition des prairies par évolution spontanée vers des stades boisés ou par conversion en terres labourées. »

Ce site se trouve au plus proche à 8 km de la commune d'ANCÔNE, mais partage la même aire d'influence que cette dernière et à 5 km à l'Ouest d'ANCÔNE se trouve un autre site protégé, celui du Massif du Coiron – partie Saint-Martin-sur-Lavezon (FR8201673). Cependant, les modifications apportées au PLU restent à la marge et concerne exclusivement la zone Ub du PLU qui est urbanisée et éloignée des rives du Rhône. Elle n'a donc pas d'impact direct sur ce site inscrit Natura 2000.

A l'Est de la commune d'ANCÔNE se trouve la rivière du Roubion (FR8201679). Ce site également inscrit Natura 2000 se trouve au minimum à 3 km des limites de la commune.

L'éloignement géographique de ces sites Natura 2000 par rapport au tissu urbain concerné par la modification simplifiée du PLU limite l'impact de la procédure sur eux. De plus, la procédure apporte des ajustements à la marge. Son impact sur les sites Natura 2000 est donc très faible, voire nuls.

Sites Natura 2000, inscrits au titre de la Directive Habitat (ZSC, SIC, PSIC)



B. Milieux Naturels et Biodiversité

a) Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

L'inventaire des Zones Naturelles d'intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Une modernisation nationale a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état de connaissance, d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF et de faciliter la diffusion de leur contenu.

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel, accessible sur le site <http://inpn.mnhn.fr>, informe de l'existence de deux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), toutes deux continentales, sur la commune d'ANCÔNE. La première concerne les secteurs de grands intérêts biologique et écologique. La seconde concerne quant à elle les grands ensembles naturels peu modifiés et offrant des potentialités biologiques importantes.

- Delta du Roubion et Vieux Rhône

Le Delta du Roubion et Vieux Rhône à ROCHEMAURE (n°820030258) constitue une ZNIEFF de type I. Elle est identifiée dans le Rapport de Présentation du PLU. Son altitude varie entre 55 et 74 mètres. Sa superficie est de 440 hectares. A la sortie de la ville de MONTÉLIMAR, et après être passé sous le canal du Rhône, le Roubion retrouve son ancien lit sinueux entouré d'une ripisylve (galerie forestière bordant le cours d'eau) continue, puis se jette dans le Rhône face au Teil. La zone délimitée suit le cours du Roubion, et comprend lit et berges boisées. Cette portion s'avère particulièrement intéressante pour certaines espèces adaptées aux roselières, comme les rousserolles ou le Blongios nain. Les forêts des bords du Roubion et du Rhône sont favorables à tout un ensemble d'oiseaux, comme le faucon hobereau, ou le Pic épeichette. A partir du confluent du Roubion, la zone remonte vers le nord en suivant le lit de l'ancien Rhône jusqu'au barrage de

ROCHEMAURE. Elle inclut aussi une partie du Meyrol, petit ruisseau naissant sur ANCÔNE, qui franchit par un siphon le canal du Rhône. Les critères de délimitation de la zone sont :

- la répartition des espèces (faune, flore...),
- la répartition et l'agencement des habitats,
- le fonctionnement et la relation des écosystèmes,
- le degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage.

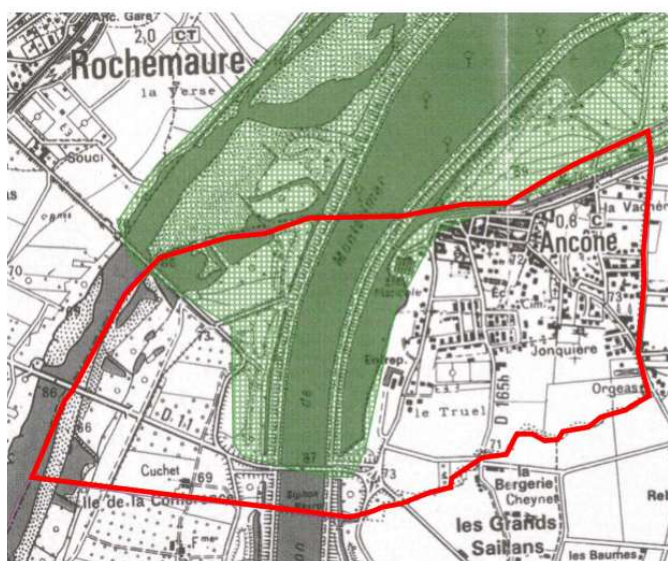
Les critères d'intérêt sont à la fois patrimoniaux, écologiques et faunistiques (poissons, amphibiens, oiseaux, mammifères, odonates, insectes, floristiques, phanérogames).

ZNIEFF de type 1 Delta du Roubion et Vieux Rhône à Rochemaure



Légende :
 Emprise ZNIEFF de type 1
 Emprise de Ancône

ZNIEFF de type 1, PLU d'ANCÔNE



Légende :
 Emprise ZNIEFF de type 1
 Emprise de Ancône

- Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses Annexes fluviales

La commune d'ANCÔNE est aussi concernée par l'ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses Annexes fluviales (Code 820000351). Ce très vaste ensemble linéaire délimite l'espace fonctionnel formé par le cours moyen du Rhône (depuis Lyon jusqu'à Pierrelatte) et ses annexes fluviales : « lônes » (milieux humides annexes alimentés par le cours d'eau ou la nappe phréatique, correspondant souvent à l'ancien bras du fleuve) et « brotteaux », installés sur les basses terrasses alluviales. Cet espace correspond de fait au champ naturel d'inondation du Rhône.

Il englobe le lit majeur dans ses sections restées à l'écart de l'urbanisation, et le lit mineur du fleuve y compris dans la traversée des agglomérations. Situé entre 39 et 209 mètres d'altitude, ce secteur est délimité par deux critères :

- la répartition des espèces (faune, flore...)
- la répartition et l'agencement des habitats.

Les critères d'intérêt sont à la fois patrimoniaux, fonctionnels, paysagers et géomorphologiques. Aucune information n'existe concernant son évolution.

Certaines parties sont par ailleurs inventoriées au titre des Zones Importantes de Conservation des Oiseaux (ZICO). La vallée constitue en effet un axe migratoire majeur pour l'avifaune. Les formations forestières alluviales conservent des plantes remarquables.

Le site est concerné par une importante nappe phréatique dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. La biodiversité, qui tend dans ce domaine à augmenter fortement autour du bassin méditerranéen, est considérée comme importante dans la nappe de la moyenne et surtout de la basse vallée du Rhône.

Le zonage de type II traduit de fortes interactions liant les divers éléments de cet ensemble, au sein duquel les secteurs biologiquement les plus riches sont retranscrits par plusieurs zones de type I. Il souligne également les fonctionnalités naturelles :

- celles de nature hydraulique ;
- celles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone de passages et d'échanges entre le fleuve et les réseaux d'affluents pour ce qui concerne la faune piscicole ;
- celles d'ensembles souvent transformés par l'urbanisation et les aménagements hydrauliques qui conservent par ailleurs un intérêt paysager, géomorphologique, phyto-géographique, entre les secteurs d'urbanisation ou d'aménagements hydrauliques compte tenu des échanges biologiques intenses qui s'y manifestent, au seuil du domaine méditerranéen.

ZNIEFF de type 2 Ensemble fonctionnel du Moyen-Rhône et Annexes fluviales , INPN



La procédure de modification simplifiée n°1 porte uniquement sur des adaptations réglementaires au niveau du tissu urbanisé de la commune. L'Orientation d'aménagement située en zone urbanisée, se trouve à plus de 750 m de la ZNIEFF « Delta du Roubion et Vieux Rhône à ROCHEMAURE », de type I. L'OA fixe les objectifs de limitation de l'imperméabilisation des sols, de traitement naturel et in situ des eaux pluviales et de végétalisation. Ainsi, Les évolutions apportées, mineures, n'ont pas d'impact sur les milieux naturels et la biodiversité. La modification simplifiée du PLU est donc sans impact sur les ZNIEFF.

b) Espaces Naturels Sensibles

Un Espace Naturel Sensible est un espace dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable soit en raison de la pression urbaine ou des activités économiques ou de loisir, soit en raison d'un intérêt particulier au regard de la qualité du site et aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent. Les ENS sont instituées en France par la loi 76.1285 du 31 décembre 1976. La commune d'ANCÔNE ne dispose d'aucun Espace Naturel Sensible. Cependant, elle offre une lisibilité claire quant aux grandes unités de paysage. Comme mentionné dans le Rapport de Présentation du PLU, trois entités paysagères marquent le paysage :

- l'entité du bâti ;
- le secteur agricole et de richesses naturelles au sud ;
- le Rhône qui coupe la commune en deux parties distinctes en terme de fonctionnement et de vocation.

En effet, la partie occidentale de la commune, soit le sud-ouest du canal de dérivation du Rhône, présente un caractère naturel et boisé, directement lié à sa proximité au fleuve. Ces milieux boisés et les quelques cultures constituant tout le sud-ouest de la commune correspondent à une vaste zone inondable. Ce secteur est détaché de la partie habitée et fréquentée de la commune. Les bords immédiats de l'ancienne lône du Rhône, à l'ouest et au sud de la zone agglomérée, sont des boisements naturels inféodés à la rivière qui sont en partie paysagés aux abords du bourg ancien.

La présente modification simplifiée, qui concerne uniquement la zone Ub du PLU, déjà urbanisée, et localisée au sud du centre historique, n'intervient nullement sur ces zones agricoles ou naturelles, ne remettent pas en cause leur protection et leur valorisation. Comme préconisé dans le Rapport de Présentation, la procédure favorise à l'utilisation du végétal comme lien et embellissement de l'entrée sur de la partie agglomérée par la RD 85.

C. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Comme l'indique le Rapport de Présentation du PLU (p.125), la commune est dotée d'espaces naturels et de zones agricoles plus au sud. Il informe d'une « coupure verte » aux abords des limites agglomérées. Il rappelle enfin l'importance de prendre en compte la richesse agricole, la protection et la valorisation des espaces naturels. Le PADD incite à valoriser les espaces naturels et rappelle le devoir du PLU à assurer *« l'équilibre entre un renouvellement, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et paysagers d'autre part »*. En cohérence avec le Rapport de Présentation et le PADD et conformément aux dispositions des articles L.123-1 et R.123-4 à R.123-8 du Code de l'Urbanisme, les documents graphiques du PLU font apparaître :

« les zones naturelles et agricoles, peu ou non équipées, auxquelles s'appliquent les dispositions du titre III du présent règlement :

- La zone A, de richesses économiques agricoles, indicées en un secteur Aa sans constructibilité, à préserver pour raisons paysagères, et sujet à risques d'inondations.

- La zone N, recouvrant un secteur de sauvegarde des sites naturels, situés coté Rhône, et tous sujets à risques d'inondations, le sous-secteur Nf correspondant aux espaces sous concession CNR. »

Le PLU, quant à lui, apparaît sur le document graphique, les informations relatives aux articles L 113.1 à L 113.7 du Code de l'Urbanisme soit :

- Les espaces boisés classés qui y sont définis. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.
- Les bois à préserver, identifiés comme des éléments de paysage à protéger.

La modification simplifiée concerne uniquement les zones déjà urbanisées au niveau de la zone Ub et plus spécifiquement le sous-secteur Ubr. Cela impose de prendre des précautions du fait de l'aléa inondation. La procédure ne remet pas en question un espace boisé classé, et n'impacte pas d'éléments de paysage remarquable protégés. Dans la mesure où les zones agricoles, naturelles et forestières ne sont pas réduites, ni modifiées, l'impact de la procédure sur ces espaces agricoles, naturels et forestiers est donc nul. Dans l'Orient d'aménagement, le paysagement de bandes de recul et la maîtrise de l'imperméabilisation dans l'Orient d'aménagement va dans le sens du renfort des continuités écologiques et d'assurer le maintien des écosystèmes en sous-sol.

III. INCIDENCES SUR L'EAU

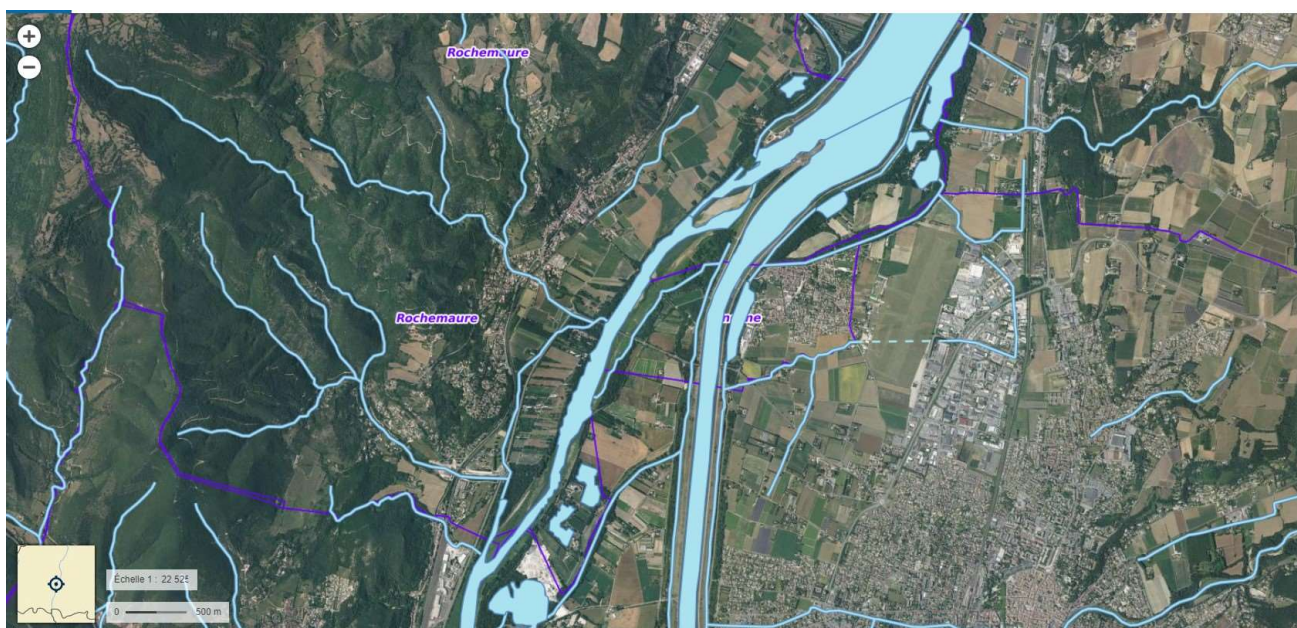
A. Zones humides

Dans les zones humides, l'eau est le facteur déterminant tant pour le fonctionnement des zones naturelles que pour la vie animale et végétale. Selon l'article L 211.1 du Code de l'Environnement, les zones humides sont des « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Par ailleurs, les milieux humides présentent de façon générale un grand intérêt écologique, grâce à la diversité des espèces qui peuvent y vivre ou par leur forte production biologique. Le Rhône constitue l'axe de vie de la vallée, permettant de nombreux échanges et transferts de population. Les bras secondaires appelés « lônes », vestiges de la phase de tressage, constituent un élément fondamental de la vallée : refuges, lieux de reproduction et sources d'alimentation pour de nombreuses espèces.

Pour la France métropolitaine, les critères de définition et de délimitation d'une zone humide ont été explicités afin de faciliter une appréciation partagée de ce qu'est une zone humide en vue de leur préservation par la réglementation (article R.211-108 du Code de l'Environnement). Relativement à cette définition officielle, de nombreuses zones humides sont identifiées sur les anciens bras du Rhône. Or, malgré l'important réseau hydrographique qui circule sur la commune d'ANCÔNE, aucune zone humide n'y est identifiée.

L'évolution réglementaire, à la marge, qui concerne exclusivement la zone urbaine Ub et qui n'impacte aucune zone humide, ne présente pas d'incidence sur ce type de milieu.

Carte du réseau hydrographique



B. L'eau potable

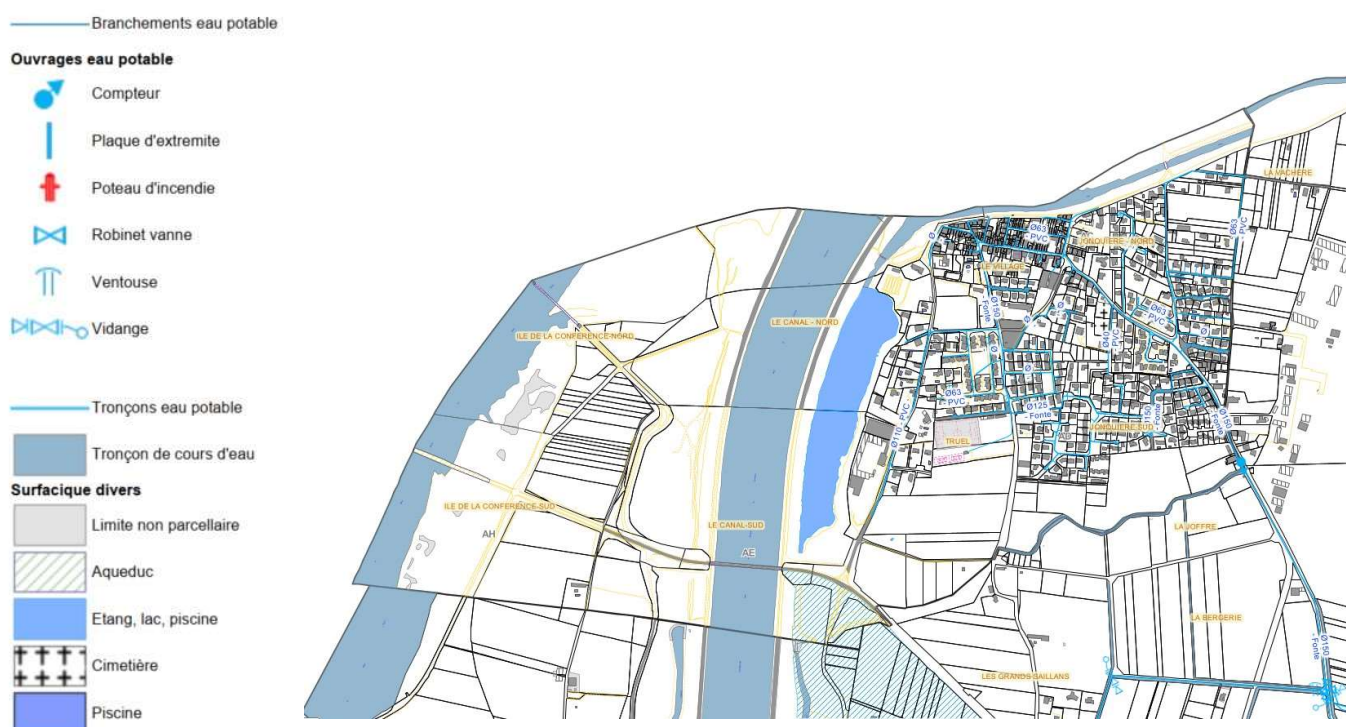
La commune d'ANCÔNE est desservie par un réseau de canalisation d'eau potable.

Comme mentionné dans le Rapport de Présentation initial du PLU, le réseau communal est alimenté en eau potable par l'adduction publique de MONTÉLIMAR, puisqu'il bénéficie d'une servitude de captage en bordure sud de la commune. En effet, l'extrémité nord du périmètre de protection rapproché du captage de « la Dame Nord » (arrêté de protection n°4693 du 10 novembre 1995) déborde sur la commune. Cette alimentation fait l'objet d'une servitude correspondante « AS 1 ». Cette servitude de protection rapprochée, à cheval entre MONTÉLIMAR et ANCÔNE, concerne uniquement quelques parcelles au sud de la commune classées en zone naturelle N.

Les Annexes Sanitaires - eau potable du PLU disposent d'un plan au 1/25 000 approuvé le 19 mars 2007. Il s'agit du plan des réseaux publics d'adduction d'eau potable (AEP). Le système d'information géographique propose une version plus récente du réseau d'eau potable.

Le secteur Ubr et notamment la zone de l'OA concernée par la modification simplifiée et susceptible d'être construite en tant que « dent creuse résiduelle » se trouve à une distance approximative de 200 mètres de la servitude AS1 de la protection du captage. L'évolution réglementaire ne modifie pas les conditions de raccordement au réseau public d'eau potable. En outre, au regard des gisements fonciers résiduels en zone Ubr et de la capacité à la marge du captage d'eau potable, l'autorisation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif en secteur Ubr, ne présente pas d'incidence particulière dans la mesure où les gisements fonciers résiduels au sein du tissu bâti constitué sont très faibles et que la « dent creuse » la plus évidente est concernée par un projet de ludothèque intercommunal.

Systeme d'information géographique_Eau Potable + Servitude AS1



créée ou l'adaptation de la règle pour autoriser noues, bassins en pente douce, en plus du puits de perte. Les impacts de la procédure sont donc plutôt positifs.



Carte d'imperméabilisation des sols

D. Assainissement

Le Rapport de présentation du PLU indique que la commune est raccordée aux réseaux publics d'assainissement. Comme précisé, le réseau local d'assainissement, était antérieurement rejeté dans le lac puis traité par lagunage dans la lône sud-ouest du Rhône. Les Annexes du PLU comportent le plan des réseaux d'assainissement avec leurs tracés d'extension future. Un SIG propose une version plus récente du réseau d'assainissement. Le PADD du PLU, dans le cadre d'un développement communal en cohérence avec l'intercommunalité, évoque le raccordement en cours des eaux usées sur la station d'épuration de MONTÉLIMAR.

Les eaux usées de la commune sont désormais « dirigées » vers la station d'épuration de MONTÉLIMAR pour y être traitées. La part du réseau provenant de ANCÔNE représente 1,9 % du volume des eaux traitées par la station en 2022. Elle était de 1,3 % en 2021. Ces données dépendent notamment des précipitations. En 2022, la charge hydraulique totale en entrée de station représentait 62 % de la capacité nominale, ce qui signifie que la marge du traitement des eaux usées dédiée à la commune. La compétence relève désormais de Montélimar Agglomération.

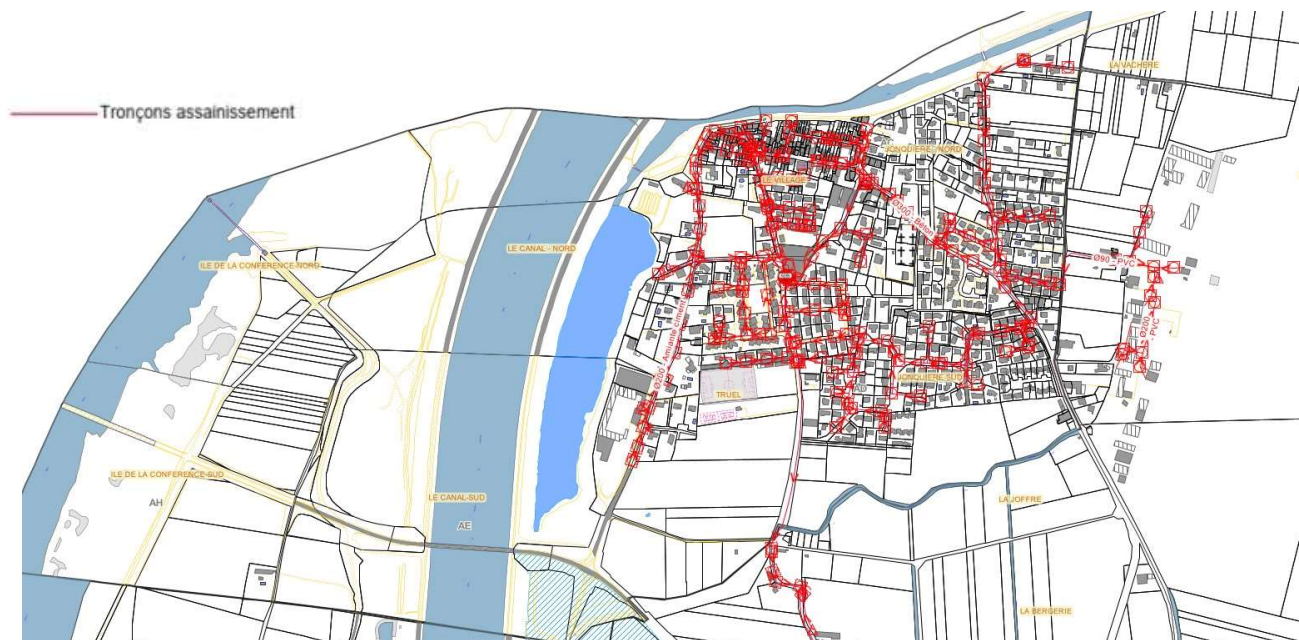
Ainsi, malgré la croissance de la population communale qui est passée de 1234 à 1366 habitants entre 2012 et 2020, l'assainissement peut être assuré.

Divers diagnostics, analyses, projets d'extension et directives particulières notamment pour les secteurs où sont admis les dispositifs individuels autonomes, ont été établi par le cabinet BETURE CEREC et sont rassemblés dans une étude spécifique, le « Schéma Général d'Assainissement ».

Dans ce contexte, la présente procédure ne modifie pas la Règle du PLU relative à la desserte par réseau d'assainissement. Concernant le sous-secteur Ubr, soumis à une Orientation

d'aménagement, celui-ci est desservi par le réseau d'assainissement avec raccordement obligatoire. Le système de traitement des eaux usées dispose d'une capacité suffisante pour une évolution éventuelle. La procédure n'a donc pas d'incidence environnementale sur l'assainissement.

Système d'information géographique _Réseau assainissement



IV. INCIDENCES AUTRES

A. Le paysage et le patrimoine bâti

La plateforme Atlas des Patrimoines (atlas.patrimoines.culture.fr) informe des périmètres de protection aux abords des édifices inscrits. La commune n'est pas concernée par :

- des immeubles classés ou inscrits ;
- des sites classés ou inscrits ;
- le Label « Architecture contemporaine remarquable » ;
- la protection au titre des abords de Monuments Historiques (périmètres MH) ;
- des zones de présomption de prescription archéologique ;
- des Sites Patrimoniaux Remarquables.

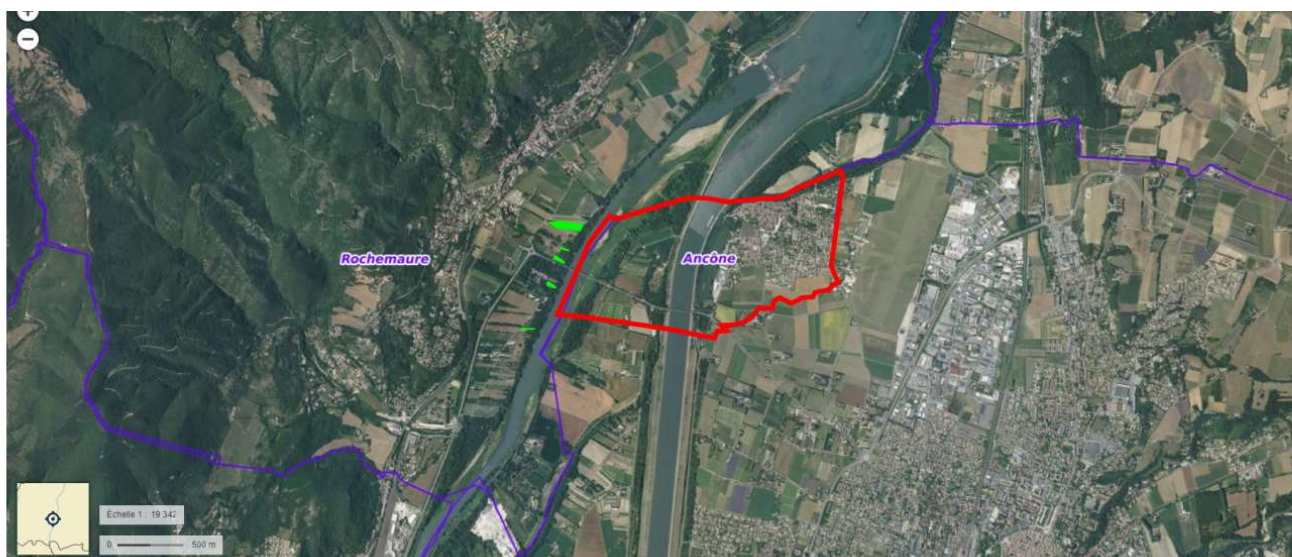
Selon le Rapport de présentation du PLU existant, une zone archéologique de saisine était à l'étude (cf. lettre DRAC du 21.10.2002). Cette disposition visait à instituer des zones dans lesquelles la réalisation de travaux soumis à permis de construire, de démolir ou à demande d'autorisations d'installations et travaux divers pouvait être subordonnée à l'accomplissement de mesures archéologiques. A ce jour, aucune étude ni aucune zone de présomption archéologique n'est toutefois recensée sur le territoire communal.

Or, comme mentionné dans le PADD, même s'il n'existe pas de protection particulière, le patrimoine bâti du centre historique et le patrimoine naturel présent sur la commune n'est pas négligeable et participe à l'attractivité de cette dernière. Sa mise en valeur est à renforcer.

Deux périmètres des abords qui concernent des Monuments Historiques présents sur les communes voisines de ROCHEMAURE et de SAVASSE ne débordent pas sur la commune.

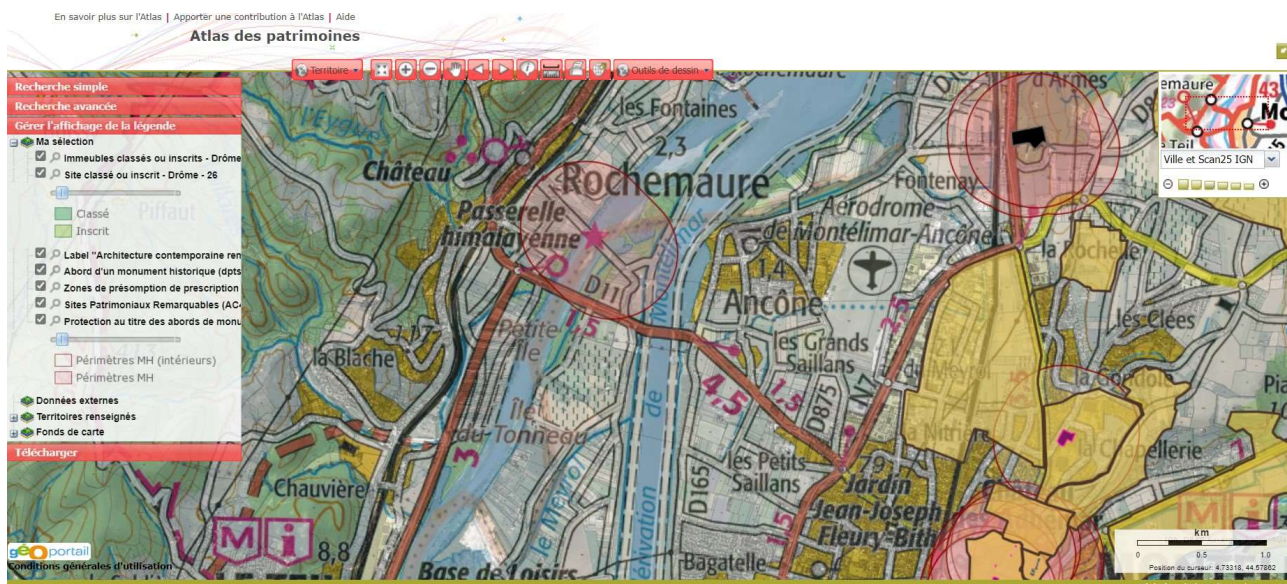
La présente procédure d'évolution du PLU ne concerne aucun des secteurs faisant l'objet d'une protection patrimoniale particulière. En outre, elle n'impacte pas les règles d'aspects extérieurs du PLU et ne va pas à l'encontre de la valorisation du patrimoine architectural, urbain et paysager qui est un objectif de l'État. La procédure n'a donc pas d'impact à ce niveau-là.

Conservatoire des Espaces Naturels



Légende :
■ Site géré par un conservatoire d'espaces naturels
■ Emprise d'Ancône

Atlas des Patrimoines



B. Risques naturels

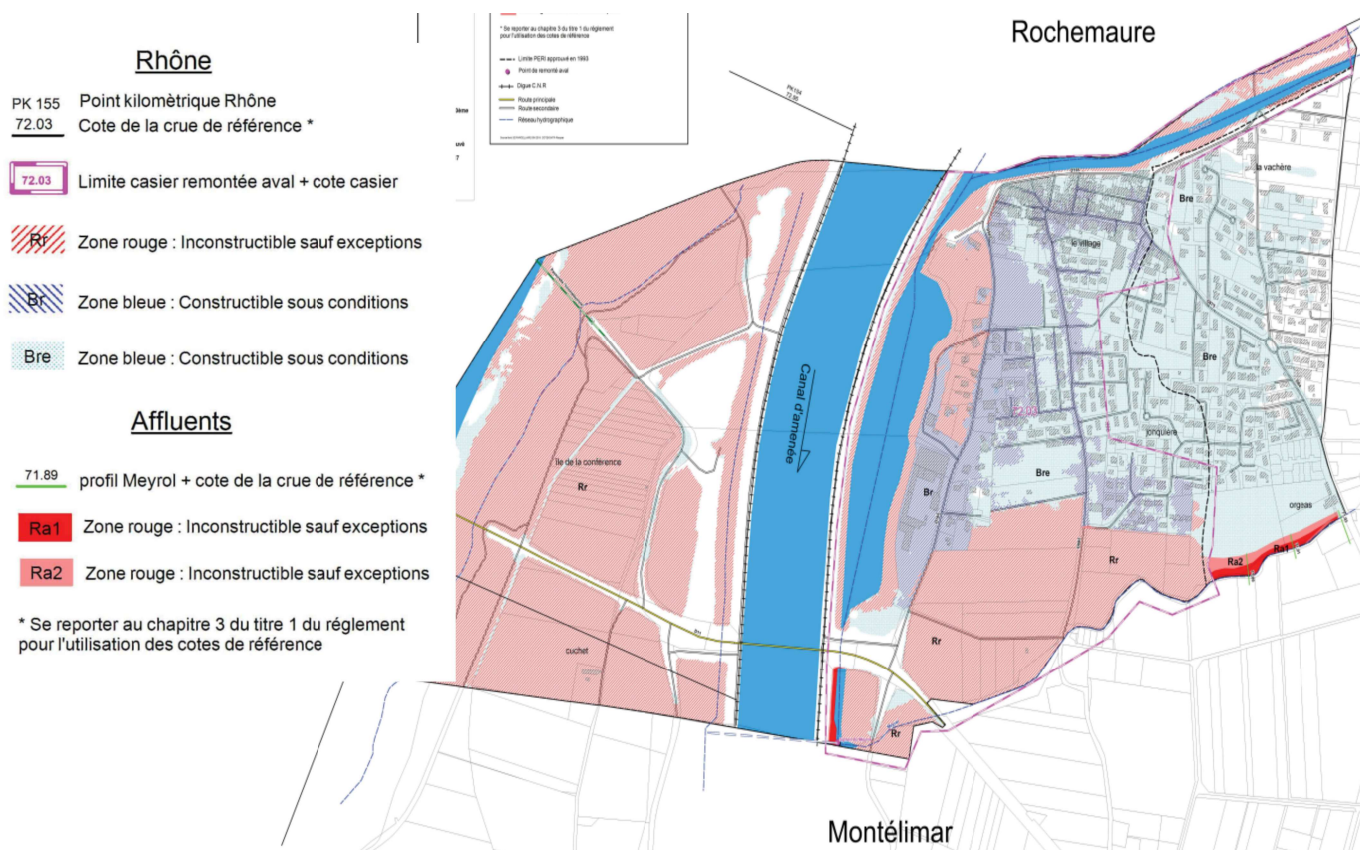
La commune est avant tout concernée par le risque d'inondation. Le type de risque d'inondation principal est celui d'une crue à débordement lent du cours du Rhône. On parle de « crue lente de plaine » lorsqu'un fleuve ou une rivière sort lentement de son lit et envahit les terrains alentours. Il s'agit d'inondations relativement longues, qui peuvent persister plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Depuis 1982, neuf inondations ont été recensées sur la commune, et ont été publiées sur le Journal Officiel.

Dans ce contexte, face au risque d'inondation, la commune disposait d'un Plan d'Exposition au Risque d'Inondation (PERI) rendu opposable à l'approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation lié au débordement du Rhône par arrêté préfectoral le 7 mars 2017. Le PPRI est annexé au PLU. Les zones urbaines dont le secteur Ubr concerné par la modification du PLU est soumis à cet aléa. L'objectif de cette procédure est d'autoriser la construction de certains équipements liés à l'accueil au public ou d'intérêt public sous certaines conditions. Tout permis de construire doit prendre en compte le PPRI et devra respecter les prescriptions et l'avis préalable du Service Risques de la DDT. Dans un cadre préventif, le risque, même faible, et à prendre en compte.

Historique des neuf inondations

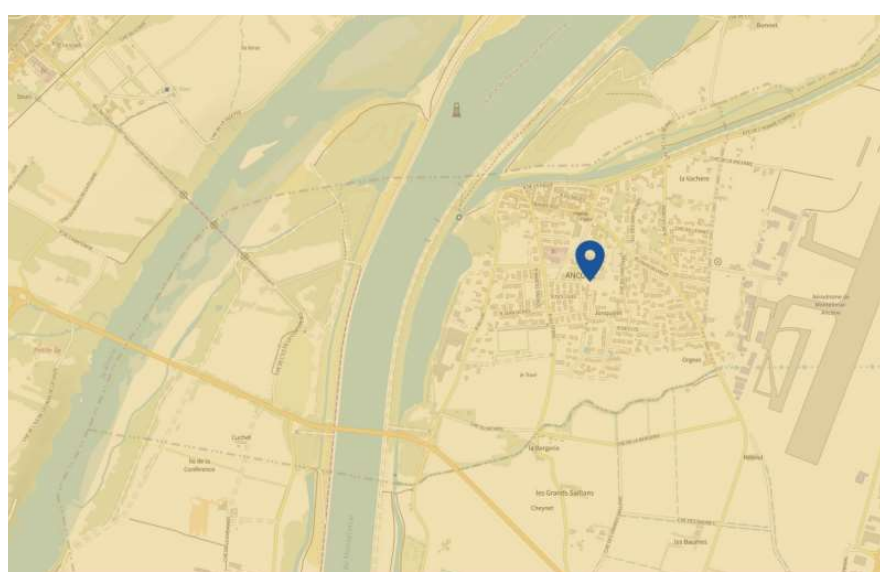
Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOCE0823835A	Inondations et/ou Coulées de Boue	03/09/2008	10/10/2008
IOCE0823835A	Inondations et/ou Coulées de Boue	12/08/2008	10/10/2008
INTE0300740A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/12/2003	13/12/2003
INTE9900614A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/09/1999	11/02/2000
INTE9400171A	Inondations et/ou Coulées de Boue	05/01/1994	29/04/1994
INTE9300655A	Inondations et/ou Coulées de Boue	02/10/1993	15/12/1993
INTE9300148A	Inondations et/ou Coulées de Boue	29/08/1992	28/03/1993
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982
NOR19821214	Inondations et/ou Coulées de Boue	20/09/1982	18/12/1982

Plan de Prévention des Risques Naturels _ Inondation



- Le **risque de séisme** dans la commune est existant mais reste modéré. En 2019, une secousse sismique s'est cependant fait ressentir.

Aléa sismique



La procédure d'évolution du PLU n'a pas d'impact sur ce risque. Tout projet en découlant devra prendre des mesures contre le risque sismique, comme le traitement des fondations, conformément aux normes parasismiques fixées au Code de la Construction et de l'Habitation.

- **Le risque de mouvement de terrain** est aussi présent sur la commune. Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens considérables. Un mouvement de terrain a été recensé dans la commune d'ANCÔNE en janvier 1994. Ce type d'évènement reste donc exceptionnel.

Historique des mouvements de terrain dans ma commune : 1

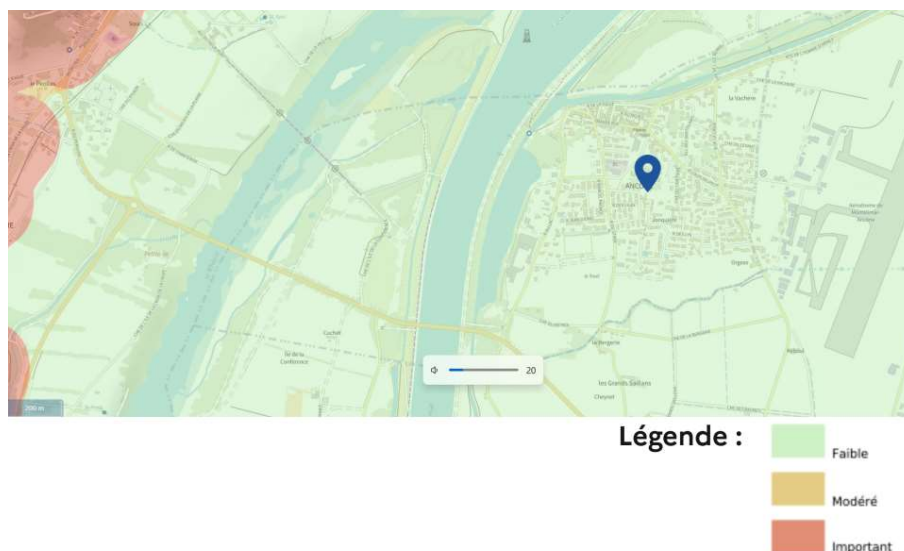
Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE9400171A	Glissement de Terrain	05/01/1994	29/04/1994

La procédure n'impacte en aucun cas ce risque.

- **Le risque de retrait gonflement des argiles** existe sur la commune d'ANCÔNE. Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétraction du sol peuvent endommager les bâtiments (fissuration).

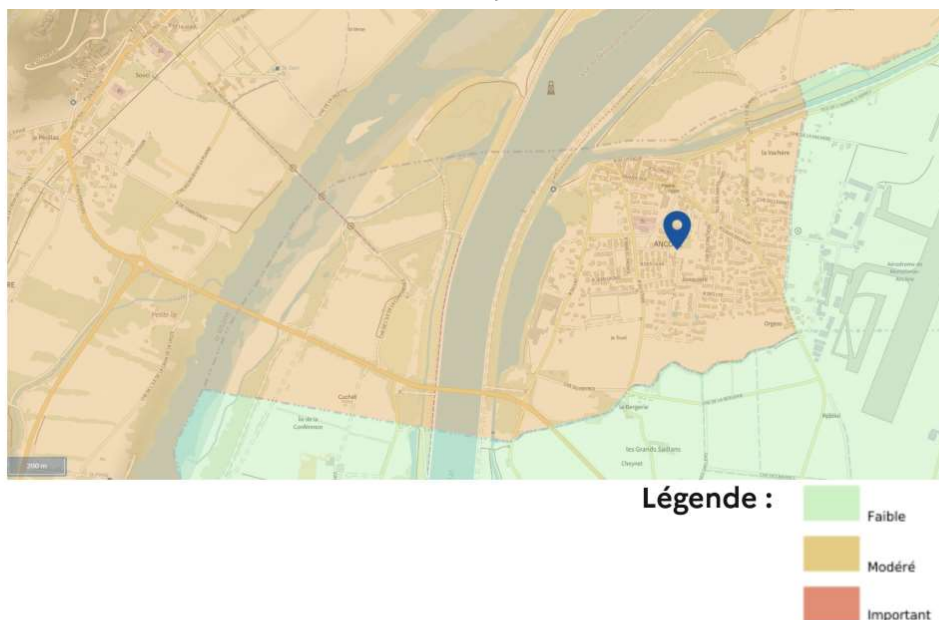
Contrairement aux communes limitrophes, le risque reste faible sur ANCÔNE et la procédure d'évolution du PLU n'a pas d'impact sur ce risque. Tout projet en découlant devra prévoir des sondages de sol préalablement à l'édification des fondations, conformément au Code de la Construction et de l'Habitat, pour le cas échéant les adapter en conséquence de la nature du sol identifié.

Carte de l'aléa retrait gonflement des argiles



- Le **risque de radon** sur la commune d'ANCÔNE est modéré. Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments. Les mesures consistent à assurer l'étanchéité et la ventilation des sous-sols, des vides sanitaires, des murs, des planchers et des passages de canalisation. Les pièces doivent être aérées à l'aide d'une ventilation mécanique double flux.

Carte de L'aléa risque de radon



Ainsi, à son échelle, la modification simplifiée du PLU d'ANCÔNE n'a pas d'impact sur ce risque. Tout projet en découlant devra respecter les normes constructives du CCH, notamment du point de vue de la ventilation du bâti autorisé.

C. Sols pollués et déchets

Trois anciens sites industriels ou en activités de service sont identifiés sur la carte des anciens sites industriels ou activité(s) de service d'ANCÔNE (www.georisques.gouv.fr). Ces anciens sites seraient susceptibles d'être à l'origine d'une potentielle pollution des sols.

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Aucun site présentant une pollution avérée n'est à ce jour recensé sur la commune.

Aucun de ces anciens sites ne se trouve en sous-secteur Ubr, concerné par la modification simplifiée n°1 du PLU. Le site de projet faisant l'objet d'une Orientation d'aménagement n'est donc pas concerné.

Par ailleurs, la gestion des déchets de la commune d'ANCÔNE est assurée par la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération. Au total, onze points de collecte des déchets sont recensés sur la commune. Par ailleurs, aucune déchetterie n'est implantée sur la commune. Les déchetteries sont mutualisées et réparties sur le territoire de l'Agglomération.

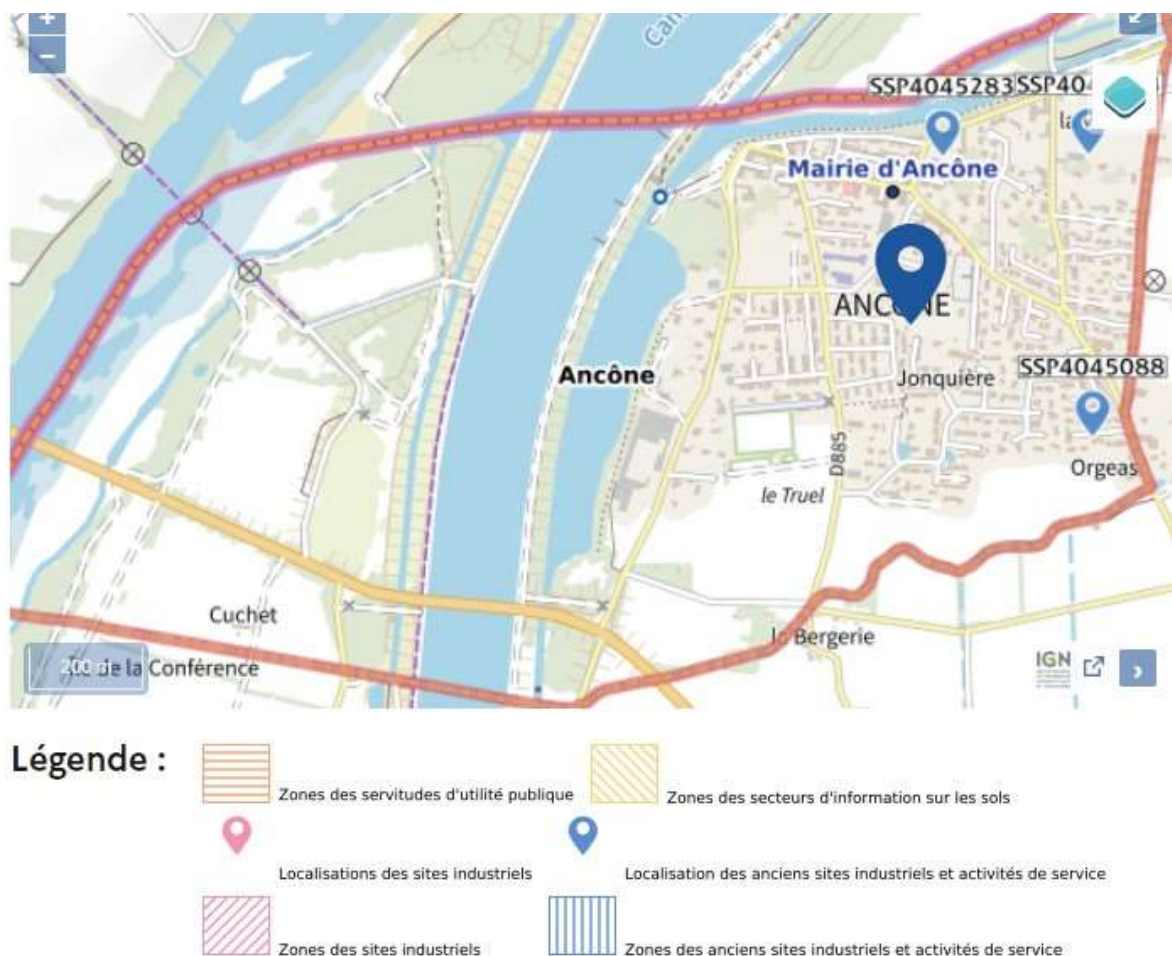
La procédure ne concerne aucun site pollué, et n'impacte nullement la pollution des sols et la gestion des déchets. De plus, elle concerne une zone urbanisée déjà équipée par des points de collecte, la future Orientation d'aménagement avoisinant d'ailleurs l'un d'eux.

D- Risques technologiques

ANCÔNE est exposée à différents **risques technologiques**.

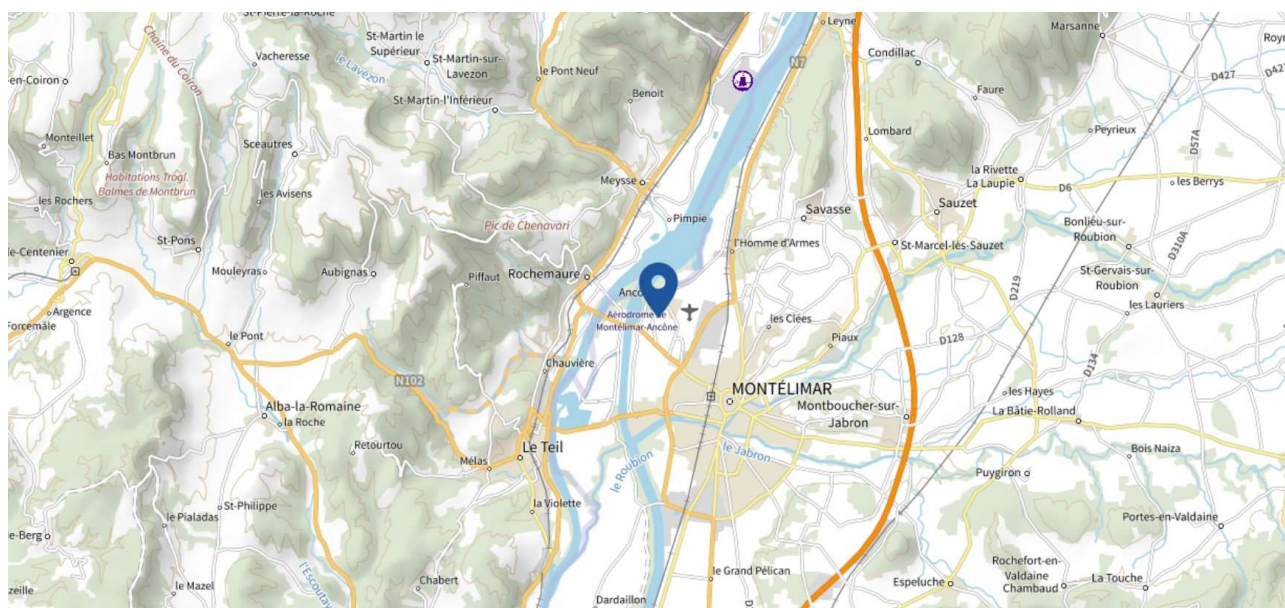
- La carte d'installation classée (georisques.gouv.fr), donne des informations concernant les risques et nuisances sur la commune d'ANCÔNE. Au regard de cette carte des installations classées, la commune n'est pas concernée par des installations classées de grande échelle.

Carte des installations classées



- Le risque d'accident nucléaire est identifié sur la commune. Les installations nucléaires de base (INB) sont des installations qui, de par leur nature et en raison de la quantité ou de l'activité des substances radioactives qu'elles contiennent, sont soumises à des dispositions particulières en vue de protéger les personnes et l'environnement. Le **risque nucléaire** est important, car deux installations sont identifiées à proximité d'ANCÔNE :
 - L'installation de Cruas-Meysses, en Ardèche, se situe à 10 km au nord de la commune ;
 - L'installation du Tricastin, se situe à 20 km au sud de la commune.

Carte Aléa risque nucléaire



- Le risque de **rupture de barrage** existe sur la commune, en lien avec le barrage de l'usine hydroélectrique de Logis Neuf situé sur la commune Le Pouzin. Ce risque peut être lié à une destruction partielle ou totale de l'ouvrage. Elle a pour conséquence une libération soudaine d'une partie de l'eau retenue et entraîne la formation d'une « vague » (onde de submersion) qui se propage vers l'aval. Celle-ci peut avoir pour conséquence une augmentation très rapide du niveau de l'eau, en aval avec des effets potentiellement destructeurs.

Le site internet **Géo-risques** ne possède pas de données cartographiques sur ce risque à ce jour.

La commune est concernée au total par cinq risques naturels et trois risques technologiques. Les niveaux de risque fluctuent selon les secteurs. Les modifications apportées dans la présente procédure concernent le sous-secteur urbanisé Ubr du PLU qui est peu exposé à l'exception du risque inondation.

Les adaptations apportées au PLU n'accroissent pas les risques ni le danger dans cette zone. Elles ont plutôt pour effet de limiter les conséquences liées aux inondations dans les secteurs urbanisés d'ANCÔNE car elles mettent en cohérence le règlement du secteur Ubr du PLU avec le règlement du PPRI actuellement en vigueur.

D. Incidences sur l'air, l'énergie, le climat

La commune d'ANCÔNE n'est pas concernée par les éléments suivants :

- Enjeux spécifiques relevés par le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;
- Plan de Protection de l'Atmosphère ;

Elle n'est pas couverte par un Plan Climat-Air-Energie Territoriale (PCAET). Ce document a toutefois été prescrit le 20 juin 2021 par Montélimar Agglomération. En cours d'élaboration, il

propose un programme d'action pour lutter contre le réchauffement climatique qui devrait être approuvé d'ici fin 2023.

- La commune ne possède aucune station de mesure de la qualité de l'air. Malgré tout, aucun dépassement récurrent et persistant des valeurs limites réglementaires de la qualité de l'air n'aurait été identifié. Pourtant selon l'Observatoire Régional Climat, Air, Energie (ORCAE) Auvergne Rhône-Alpes, les gaz à effets de serre, qui s'élèvent à 450 mille tonnes de CO2 représentent environ 12 % des émissions totales de la Drôme. Le ratio par habitant sur la CAMA est de 6,63 tonnes de CO2 et 70 % est lié au transport routier et notamment l'autoroute A7.

La commune est cependant concernée par :

- les enjeux spécifiques relevés par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) « Ambition Territoires » de la Région Auvergne Rhône-Alpes. Concernant l'eau et l'air, les objectifs visés sont respectivement diminuer les émissions de polluants dans l'air ; participer la réduction de gaz à effet de serre, réduire la consommation énergétique de la région par habitant, augmenter la production d'énergie renouvelable.

- le SDAGE bassin Rhône-Méditerranée.

- le PADD du PLU d'ANCÔNE qui énonce la nécessité à maîtriser des besoins de déplacement et de circulation automobile et à assurer la prévention de la qualité de l'eau.

La procédure d'évolution du PLU en cours n'a pas d'influence sur l'enveloppe urbaine, la zone Ub étant déjà une zone urbaine constructible. Cependant, les modifications du Règlement écrit de la zone vont dans le sens du SDAGE en favorisant l'infiltration des eaux pluviales in situ, en l'absence de réseaux, et participe donc à la recharge des nappes phréatiques.

L'OrientatIon d'aménagement (OA) créée contribue à son échelle à la réduction de la pollution de l'air en fixant des objectifs de plantations, la captation du carbone. A noter également que le secteur de l'OA est desservi par les transports en commun de Montélimar Agglomération.

Ainsi, la procédure de modification simplifiée n°1 n'a pas d'impact négatif sur la qualité de l'air, de l'énergie et le climat. Elle s'inscrit à son échelle dans une démarche favorable au maintien de la qualité de l'air et au développement des continuités écologiques.

E. Exposition au bruit

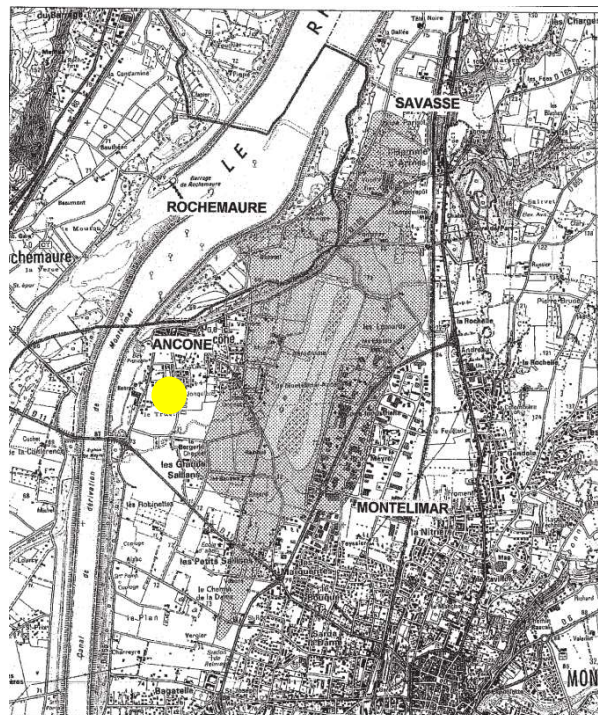
Comme énoncé dans le Rapport de Présentation initial du PLU, le territoire communal d'ANCÔNE est traversé par les infrastructures de transports terrestres suivantes au titre de la Loi 92-11 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. L'objectif est notamment de mettre en place des leviers de prévention en intégrant notamment la dimension sonore dans les pièces du PLU. La route départementale 11, sur toute la commune, est classée en catégorie 3. En type de tissu ouvert la largeur des secteurs considérés comme affectés par le Bruit est de 100 m. Cela impose des marges de reculement nécessaires.

Par ailleurs, la commune dispose de dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports (art L 112.6 à L 112.17 du Code de l'Urbanisme). Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) d'ANCÔNE est un instrument de planification destiné à encadrer et à accompagner le développement de

l'aérodrome en le rendant compatible avec le maintien de la qualité de vie dans son environnement. Un PEB a été créé le 1^{er} juillet 1985 et mis à jour le 19 juin 2014. Il est annexé au PLU. Le Plan des Servitudes Aéronautiques de l'aérodrome de MONTELMAR-ANCÔNE a été approuvé par arrêté ministériel le 3 novembre 2015.

La procédure ne concerne pas l'installation d'une activité bruyante et le secteur concerné par l'Orientation d'aménagement créée ne se trouve pas à proximité de la RD 11. La modification simplifiée ne concerne pas les zones B et C du PEB qui limitent l'implantation des populations nouvelles dans les zones exposées aux nuisances sonores. Ainsi la procédure n'a aucun impact sur les nuisances sonores éventuelles.

Plan d'Exposition au Bruit_Février 2014



Légende
Secteur de l'Orientation
d'aménagement (OA)

CONCLUSION

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'ANCÔNE ne présente pas d'impact notable sur l'environnement. Elle ne présente aucune menace directe ni pour un site Natura 2000, ni pour les milieux naturels ou la biodiversité. Elle n'impacte pas la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers car elle ne concerne que le tissu déjà urbanisé de la commune et ne modifie aucun zonage.

La procédure menée ne présente pas d'impact sur l'eau potable, ni les eaux usées. Elle tend à une meilleure gestion des eaux pluviales en favorisant l'infiltration naturelle des eaux de pluie in situ. Il n'existe pas non plus d'incidences sur les paysages et le patrimoine bâti. Au contraire, l'entrée de ville côté RD85 faisant l'objet d'une Orientation d'aménagement nouvelle est exclu de tout site pollué et n'a pas d'impact sur les déchets.

La modification simplifiée du PLU prend en compte le PPRI mettant en cohérence le Règlement du secteur Ubr concerné par l'aléa inondation et le règlement PPRI. L'impact environnemental de la procédure est positif car elle aurait tendance, à son échelle à améliorer le paysage d'entrée de ville et d'infiltration naturelle des eaux pluviales.

Globalement, la procédure n'a aucune incidence sur les objectifs de protection. Elle n'a donc aucun impact sur l'environnement et y est même plutôt favorable à son échelle.